

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT – Ministère de la Transition Écologique et Solidaire – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, par intérim et par délégation de Monsieur le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (arrêté préfectoral 2020-71 du 18 mars 2020)

Objet du marché

Étude préalable et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du risque d'érosion de l'ancienne décharge de la commune de Chemilly dans la réserve naturelle nationale du val d'Allier

Remise des offres

Date et heure limites de réception : vendredi 17 avril 2020 à 12h

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

SOMMAIRE

	Pages
1 Contexte et objectifs.....	3
1.1 Commanditaire.....	3
1.2 Contexte et enjeux.....	3
1.3 Objectifs de la prestation.....	4
1.4 Bibliographie.....	4
2 Déroulement et suivi de la prestation.....	4
2.1 Pilotage.....	4
2.2 Déroulement, phasage et réunions.....	5
2.2.1 Réaliser un état des lieux de l'ancienne décharge.....	5
2.2.2 Proposer des scénarios de gestion du risque d'érosion, avec leurs avantages et inconvénients.....	5
2.2.3 Définir des modalités techniques précises du scénario retenu par le maître d'ouvrage et réaliser une évaluation financière.....	6
2.2.4 Comité de pilotage technique.....	6
2.2.5 Comité consultatif de la réserve naturelle.....	6
2.3 Calendrier prévisionnel.....	7
2.4 Livrables.....	7
3 Annexe : Cartes de situation.....	8

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître d'ouvrage ».

1 Contexte et objectifs

1.1 Commanditaire

Le commanditaire (qui est également le maître d'ouvrage) est la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, et notamment le pôle de la politique de la nature (PPN) du service eau, hydroélectricité, nature (SEHN).

Le maître d'ouvrage est notamment responsable des réserves naturelles nationales (RNN), qui sont créées et gérées sous sa responsabilité. Pour la RNN du val d'Allier, la gestion a été confiée à la ligue pour la protection des oiseaux (gestionnaire principal) et l'office national des forêts (gestionnaire associé).

Les missions du maître d'ouvrage, et plus particulièrement son rôle sur les RNN, sont détaillées sur son site Internet (cf. directement la page sur les ZNIEFF : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/les-reserves-naturelles-nationales-rnn-a2536.html>).

1.2 Contexte et enjeux

L'ancienne décharge de la commune de Chemilly se situe dans la RNN du val d'Allier, à proximité du bourg, au lieu-dit « les Perrons ». L'emplacement exact de cette ancienne décharge, son volume et les travaux qui ont été réalisés pour son confinement ne sont pas connus. Sa situation est jusque là stabilisée : la végétation est bien présente, et une aire de pique-nique et un chemin ont été aménagés, sans que cela ne pose de problème environnemental ni sanitaire. L'ancienne décharge est seulement visible au niveau topographique : elle constitue un talus intermédiaire en bord d'Allier au pied d'une falaise d'une dizaine de mètres de hauteur (à l'origine).

Or, les travaux de mise à 2x2 voies de la route Centre Europe Atlantique (RCEA) (située à 1km environ, à vol d'oiseau, en amont) prévoient le retrait des enrochements existants en rive gauche de l'Allier, à des fins de restauration de la dynamique fluviale. Ces enrochements protègent de l'érosion des terrains privés, avec des terres agricoles, un bâtiment et la station d'épuration de Chemilly. Ils protègent également cette ancienne décharge.

Le projet de mise à 2x2 voies de la RCEA prévoit un suivi de l'évolution du lit de l'Allier et une étude foncière (pour l'acquisition amiable des terrains menacés par le concessionnaire). Des protections de berge pourront être mises en place ultérieurement, en cas de menaces des biens et des

personnes, notamment dans la situation où les terrains sont directement menacés par l'érosion et n'ont pas pu être acquis par le concessionnaire de la RCEA.

À ce stade, le scénario d'une érosion du site de l'ancienne décharge de la commune de Chemilly, par une évolution du lit de l'Allier, sans nouvelles protections de berges, est possible.

1.3 Objectifs de la prestation

Les objectifs de la prestation sont de réaliser une étude préalable de la restauration de l'ancienne décharge de la commune de Chemilly, c'est-à-dire :

- 1) réaliser un état des lieux de l'ancienne décharge (notamment le volume et la nature des déchets et des matériaux présents, l'emplacement exact...) ;
- 2) proposer des scénarios de gestion du risque d'érosion, avec leurs avantages et inconvénients, en prenant en compte un scénario d'enlèvement des déchets et de restauration du site ;
- 3) définir des modalités techniques précises du scénario retenu par le maître d'ouvrage et réaliser une évaluation financière, sous la forme d'un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de travaux (prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage).

1.4 Bibliographie

Les documents de référence de la présente opération sont les suivants :

- 1) Le décret du 25 mars 1994 portant création de la réserve naturelle nationale du val d'Allier ;
- 2) Le décret n° 2017-947 du 10 mai 2017 portant modification de la réglementation de la réserve naturelle du Val d'Allier (Allier) ;
- 3) L'étude « Analyse de l'évolution latérale de la rivière Allier au droit du viaduc de la RCEA », du bureau d'étude Veodis-3D, sous la maîtrise d'ouvrage d'EIFFAGE ;
- 4) L'arrêté préfectoral n°1731/2018 du 3 juillet 2018 portant composition du comité consultatif de la réserve naturelle nationale du val d'Allier.

2 Déroulement et suivi de la prestation

2.1 Pilotage

Le pilotage de la prestation est assuré par le maître d'ouvrage. Des échanges réguliers sont à prévoir entre le maître d'ouvrage et le prestataire, en plus des réunions prévues aux articles 2.2.4 et 2.2.5.

2.2 Déroutement, phasage et réunions

2.2.1 Réaliser un état des lieux de l'ancienne décharge

Le maître d'ouvrage ne dispose de quasiment aucune information sur l'ancienne décharge :

- il a été informé de son existence par voie orale seulement, sans plus d'éléments ;
- aucun document n'est disponible dans ses archives ;
- les seules informations chiffrées figurent dans le rapport cité dans la bibliographie (étude de Véodis-3D), sur le levé topographique en page 35 : l'ancienne décharge est le « talus inférieur » d'une hauteur de 3 à 4 mètres et d'une largeur de 40 mètres, au droit des bâtiments. Ces chiffres sont variables sur l'ensemble du site, dont la longueur n'est pas connue, mais montrent déjà l'ampleur du problème.

Le prestataire devra proposer une méthode pour établir un état des lieux (notamment le volume et la nature des déchets et des matériaux présents, l'emplacement exact...) et réaliser cet état des lieux. Il devra notamment, pour cela :

- contacter des services d'archives (archives départementales, commune de Chemilly, préfecture...) et procéder à d'éventuelles consultations, pour obtenir d'éventuels documents sur l'ancienne décharge et son confinement ;
- réaliser des sondages de sols, d'une profondeur minimale de 6m, sur la base d'un plan d'échantillonnage suffisamment précis qui sera préalablement validé par le maître d'ouvrage ;
- réaliser des levés topographiques précis, si ceux qui sont disponibles ne le sont pas suffisamment.

Les opérations modifiant l'état du site (sondages de sols notamment) ou susceptibles de déranger la faune (survol en drone par exemple), au sein de la réserve naturelle, doivent faire l'objet d'une autorisation préfectorale. La demande sera instruite par le maître d'ouvrage. Le délai à compter entre la demande (sur la base du plan d'échantillonnage des sondages et/ou des dates prévisionnelles d'intervention) et la notification de l'arrêté préfectoral est d'un mois environ.

2.2.2 Proposer des scénarios de gestion du risque d'érosion, avec leurs avantages et inconvénients

Sur la base de l'état des lieux, le prestataire devra proposer des scénarios de gestion du risque d'érosion, c'est-à-dire d'anticipation d'une éventuelle reprise du site par la dynamique fluviale de l'Allier, qui poserait des problèmes majeurs de pollution (c'est-à-dire que les déchets de la décharge seraient mobilisés par l'Allier et entraînés à l'aval).

À ce stade, un scénario à intégrer dans l'analyse est l'enlèvement de la totalité des déchets et la restauration du site.

Le prestataire devra présenter les avantages et inconvénients de chaque scénario, en intégrant le coût, les contraintes techniques, les impacts sur l'environnement, l'acceptabilité locale...

2.2.3 Définir des modalités techniques précises du scénario retenu par le maître d'ouvrage et réaliser une évaluation financière

Le maître d'ouvrage retiendra un scénario, après une concertation avec ses partenaires (cf. l' article 2.2.4). Le prestataire devra en définir les modalités techniques et réaliser une évaluation financière.

Pour cela, le prestataire devra prendre en compte :

- les contraintes d'accès au site : un seul point d'accès, avec une falaise (talus d'une hauteur de 6 mètres environ, qui serait d'une dizaine de mètres sans l'ancienne décharge) ;
- les précautions nécessaires à la préservation de l'Allier et des eaux souterraines ;
- la période de sensibilité moindre du patrimoine naturel pour la réalisation de travaux (c'est-à-dire l'automne ou l'hiver) ;
- le devenir des déchets et des matériaux extraits, et notamment l'existence d'un centre habilité pour leur prise en charge et les besoins de transports correspondants.

Le prestataire devra proposer *in fine* un cahier des clauses techniques particulières (CCTP), pour la mise en œuvre du scénario retenu. Cette étude préalable se conclut ainsi par une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage).

2.2.4 Comité de pilotage technique

Le maître d'ouvrage mettra en place un comité de pilotage technique de l'étude, composé des gestionnaires de la réserve naturelle (ligue pour la protection des oiseaux et office national des forêts), de la structure animatrice du site Natura 2000 (conservatoire des espaces naturels de l'Allier) et de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Allier.

Trois réunions de ce comité de pilotage technique sont prévues, d'une demi-journée chacune :

- Au lancement de la prestation : Le prestataire présentera le projet d'étude, sa méthode de travail et consultera les partenaires techniques. Cette première réunion sera suivie d'une visite du site.
- À la fin de la phase 2 : Le prestataire présentera les résultats des phases 1 (état des lieux) et 2 (scénarios). À l'issue de cette réunion, un scénario sera retenu pour la phase 3.
- À la fin de la prestation : Le prestataire présentera le résultat de la phase 3. À l'issue de la réunion, il sera amené à compléter éventuellement le projet suite aux remarques exprimées, puis à remettre les livrables au maître d'ouvrage.

Le prestataire sera chargé d'organiser chacune de ces 3 réunions, de les animer et d'en rédiger le compte-rendu.

2.2.5 Comité consultatif de la réserve naturelle

Le déroulement des travaux de mise à 2x2 voies de la RCEA seront suivis par le comité consultatif de la réserve naturelle, dans sa configuration classique (définie par l'arrêté préfectoral n°1731/2018 du 3 juillet 2018) ou restreinte aux acteurs directement concernés.

Si une réunion de ce comité est organisée à la période de lancement de la prestation, après la première réunion du comité de pilotage technique, le prestataire présentera le projet à cette instance. Sinon, le maître d'ouvrage informera les membres du comité consultatif de ce projet par courrier électronique.

À la fin de la prestation, après la troisième réunion du comité de pilotage technique, le prestataire assurera une présentation des résultats de l'étude au comité consultatif.

2.3 Calendrier prévisionnel

Le délai total de réalisation de l'opération sera de **douze mois**, à compter de la date de la notification du marché. Le maître d'ouvrage propose le phasage suivant :

Phases	Mois											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
2.2.1 État des lieux												
2.2.2 Scénarios de gestion du risque d'érosion												
2.2.3 Scénario retenu et CCTP												
2.2.4 Comité de pilotage technique												
2.2.5 Comité consultatif de la réserve naturelle												

Dans sa proposition technique, le prestataire devra indiquer le nombre de jours et le montant correspondant à chacune de ces 5 phases.

2.4 Livrables

Les résultats attendus de l'opération sont :

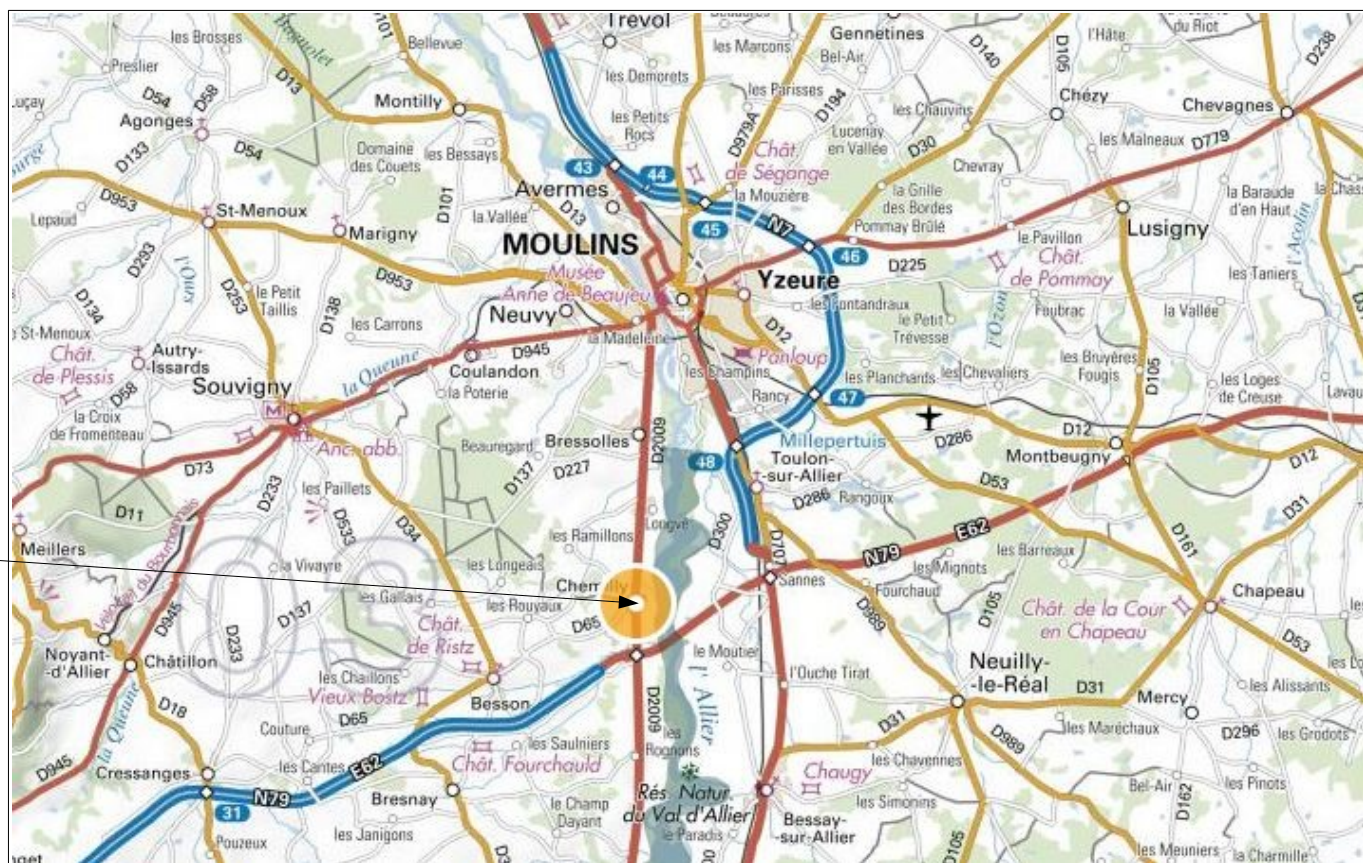
- un rapport d'étude présentant notamment :
 - les résultats des 3 phases de la prestation (cf. les articles 2.2.1, 2.2.2 et 2.2.3) ;
 - les comptes-rendus des 3 réunions du comité de pilotage technique (cf. l'article 2.2.4) ;
- le cahier des clauses techniques particulières, pour la mise en œuvre du scénario retenu (cf. l'article 2.2.3) ;

Ces résultats devront être rendus sous format électronique, en version modifiable (Libre Office, Word, Excel, QGIS...), et sous format « pdf ».

L'élaboration de ces documents se fera à partir de matériels informatiques appartenant au titulaire. Le logo du maître d'ouvrage devra y figurer. Les documents graphiques seront fournis sur support stable et reproductible. Ils peuvent être décomposés en plusieurs planches.

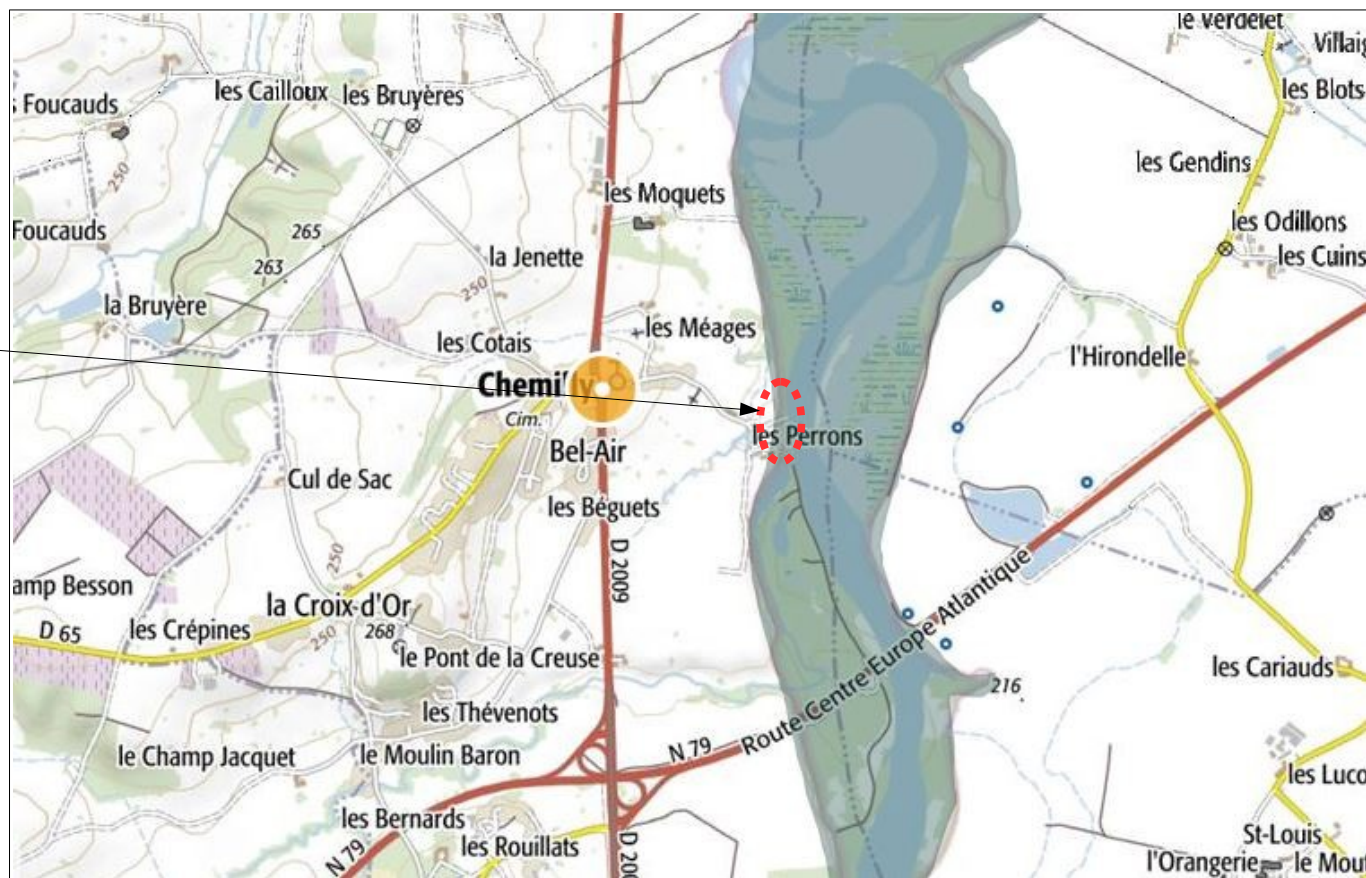
3 Annexe : Cartes de situation

Carte 1 : Situation générale



La commune de Chemilly est située dans le département de l'Allier, à quelques kilomètres au Sud de la ville de Moulins, en rive gauche de l'Allier.

Carte 2 : Commune de Chemilly



Le site de l'ancienne décharge est au lieu-dit « les Perrons », en bord d'Allier, au sein du périmètre de la RNN du val d'Allier (qui apparaît en vert). Il est situé non loin du bourg de Chemilly et du pont de la RCEA.

Carte 3 : Carte sur fonds de photographies aériennes

